REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DES FINANCES
Direction Générale des Etudes
et de la Législation Fiscales

214

04 FEV 2020

# NOTE COMMUNE N°1/2020

**OBJET :** Commentaire des dispositions de l'article 42 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 relatives à l'encouragement des personnes ayant un revenu non stable à l'adhésion au système fiscal et au système de la sécurité sociale.

**Annexes :**
- **Annexe 1 :** Décret gouvernemental n°2020-19 du 9 janvier 2020 fixant les modalités et les procédures d'encouragement des personnes ayant un revenu non stable à l'adhésion au système fiscal et au système de la sécurité sociale et la modalité et les délais de transfert des cotisations sociales à la caisse nationale de sécurité sociale.
- **Annexe 2** : Déclaration d'existence relative au régime des petits exploitants
- **Annexe 3** : Déclaration trimestrielle relative au régime des petits exploitants


## RESUME

**Encouragement des personnes ayant un revenu non stable à l'adhésion au système fiscal et au système de la sécurité sociale**

L'article 42 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 a institué un régime particulier pour les petits exploitants ayant un revenu non stable et qui n'ont pas de locaux destinés à l'exercice de leur activité. Il s'agit des :

- personnes exerçant les activités des petits métiers et de l'artisanat
- et des commerçants ambulants.


## I. Teneur du régime particulier pour les petits exploitants

Les personnes concernées sont soumises, en vertu de ce régime au paiement d'une seule contribution qui comprend l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales obligatoires au titre des prestations de l'assurance maladie dues au titre de leur affiliation au régime des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole.

## II. Conditions du bénéfice du régime particulier

Les personnes qui exercent au 1er janvier 2019, une activité sans le dépôt de la déclaration d'existence doivent déposer spontanément ladite déclaration auprès de l'interlocuteur unique à la recette des finances dont elles relèvent, et ce, à partir du 1er janvier 2019.

## III. Période du bénéfice du régime particulier

La période du bénéfice du régime particulier des petits exploitants est fixée à trois ans à compter du 1er janvier de l'année du dépôt de la déclaration d'existence prévue par l'article 56 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

## IV. Tarif de la contribution

La contribution annuelle due par les concernés est égale à :

- 200 dinars au titre de l'impôt sur le revenu pour les personnes exerçant dans les zones communales conformément aux limites territoriales des communes en vigueur avant le 1er janvier 2015, et à 100 dinars pour les personnes exerçant dans les autres zones. L'impôt ainsi payé est libératoire de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la valeur ajoutée et il comprend la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel, **majorés de**

- 6.75% du salaire minimum interprofessionnel garanti régime de 48 heures par semaine au titre des cotisations relatives aux prestations de l'assurance maladie dues au titre de l'affiliation au régime des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole conformément à la première tranche dudit régime.

## V. Avantages sociaux du régime particulier

Les personnes concernées bénéficient pendant ladite période de trois ans :

- des prestations de l'assurance maladie au titre de la filière publique de soins prévues par la législation en vigueur à partir du 1er janvier de l'année du dépôt de la déclaration d'existence,

- du report du paiement des cotisations dues au titre des autres prestations de la sécurité sociale prévues par le régime de la sécurité sociale des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole.

  La régularisation de leurs situations au titre de ladite période et le paiement des cotisations dues, ont lieu selon un échéancier de recouvrement en tranches égales sur une période ne dépassant pas 36 mois, et ce, sans que les pénalités de retard soient exigibles.

## VI. Délais de recouvrement de la contribution

La contribution est payée chaque trimestre en tranches égales, et ce, par voie de déclaration déposée à la recette des finances territorialement compétente selon un modèle établi par l'administration.

A défaut de paiement de ladite contribution dans les délais fixés à cet effet, les pénalités de retard exigibles conformément à la législation en vigueur sont applicables.

## VII. Date d'application des dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019

Les dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019 s'appliquent aux personnes concernées qui déposent spontanément la déclaration d'existence relative au régime en question auprès de l'interlocuteur unique à la recette des finances dont elles relèvent à partir du 1er janvier 2019 et au cours des années ultérieures.

L'article 42 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 a institué un régime particulier pour les petits exploitants ayant un revenu non stable, n'ayant pas de locaux destinés à l'exercice de leur activité et qui exercent des activités au 1er janvier 2019 sans le dépôt de la déclaration d'existence.

Par ailleurs, le décret gouvernemental n°2020-19 du 9 janvier 2020 a fixé les modalités et les procédures d'encouragement des personnes ayant un revenu non stable à l'adhésion au système fiscal et au système de la sécurité sociale et la modalité et les délais de transfert des cotisations sociales à la caisse nationale de sécurité sociale.

La présente note commune a pour objet de commenter les dispositions dudit article 42 et de préciser les modalités et les procédures de son application telles que fixées par le décret gouvernemental n°2020-19 du 9 janvier 2020 annexé à la présente note commune.

## I. Teneur du régime particulier des petits exploitants

L'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019 a institué un régime particulier pour les petits exploitants ayant un revenu non stable en vertu duquel les personnes concernées sont soumises, temporairement, au paiement d'une seule contribution qui comprend l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales obligatoires dues au titre de leur affiliation au régime des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole.

## II. Personnes concernées par le régime particulier des petits exploitants

Bénéficient du régime particulier des petits exploitants :

### 1. les personnes qui exercent les activités des petits métiers et de l'artisanat

Sont considérés petits métiers, au sens de l'article 12 de la loi n° 2005-15 du 16 février 2005, relative à l'organisation du secteur des métiers, toutes les activités de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services essentiellement manuelles.

Sont également considérés artisanat, au sens de l'article 16 de ladite loi, toutes les activités de production, de transformation ou de réparation essentiellement manuelles et qui répondent à des besoins utilitaires, fonctionnels ou de décoration

portant un aspect artistique et culturel inspiré de l'identité et du patrimoine national.

**2. les commerçants ambulants**

Conformément aux dispositions du décret gouvernemental n°2020-19 susvisé, ledit régime couvre tous les commerçants ambulants, soient ceux qui exercent leur activité dans le cadre de la loi n°2009-69 du 12 août 2009 relative au commerce de distribution ainsi que les autres commerçants ambulants et n'ayant pas de locaux destinés à l'exercice de leur activité.

Par ailleurs, et conformément à la loi n°2009-69 susvisée, est considéré commerçant détaillant ambulant, toute personne physique qui ne dispose pas d'un local commercial permanent et qui procède à titre professionnel à l'achat de produits afin de leur revente en l'état dans des espaces réservés à cet effet en utilisant des équipements démontables ou transportables.

## III. Conditions du bénéfice du régime particulier des petits exploitants

Les personnes concernées par le régime particulier des petits exploitants tel que prévu par l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019, sont ceux exerçant une activité au 1er janvier 2019 et qui:

- ne réalisent pas des revenus stables,

- exercent une activité au 1er janvier 2019 sans le dépôt de la déclaration d'existence,

  Ainsi et conformément aux dispositions de l'article 11 du décret gouvernemental n°2020-19 susvisé, les personnes en activité ayant obtenu des matricules fiscaux avant le 1er janvier 2019 et qui ont cessé leur activité pour quelque motif que ce soit ne peuvent pas bénéficier dudit régime.

- ne disposent pas de locaux destinés à l'exercice de l'activité. Ainsi, les personnes qui exercent des activités nécessitant des locaux destinés à l'exercice de leur activité ne peuvent pas bénéficier dudit régime,

- déposent spontanément, à partir du 1er janvier 2019, la déclaration d'existence selon un modèle établi par l'administration auprès de

l'interlocuteur unique à la recette des finances dont elles relèvent accompagnée des documents nécessaires (annexe 2).

## IV. Période du bénéfice du régime particulier des petits exploitants

La période du bénéfice du régime particulier des petits exploitants est fixée à trois ans à compter du 1er janvier de l'année du dépôt de la déclaration d'existence.

Ainsi, et après l'expiration de ladite période de trois ans, les personnes concernées sont classées au régime réel de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ou au régime forfaitaire si les conditions du bénéfice dudit régime telles que prévues par l'article 44 bis du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, sont remplies.

Les personnes concernées sont également soumises, après l'expiration de ladite période, au régime de la sécurité sociale conformément à la législation en vigueur.

## V. Tarif de la contribution due par les petits exploitants soumis au régime particulier

La contribution annuelle due par les petits exploitants soumis au régime particulier prévu par l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019 est égale à :

- 200 dinars au titre de l'impôt sur le revenu pour les personnes exerçant dans les zones communales conformément aux limites territoriales des communes en vigueur avant le 1er janvier 2015, et à 100 dinars pour les personnes exerçant dans les autres zones. L'impôt ainsi payé est libératoire de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la valeur ajoutée et il comprend la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel, **majorés**

- des cotisations au titre des prestations de l'assurance maladie calculées sur la base d'un taux de 6.75% du salaire minimum interprofessionnel garanti régime de 48 heures par semaine, soit l'équivalent de 2400 heures par année, dues au titre de l'affiliation au régime des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole conformément à la première tranche dudit régime.

## VI. Avantages sociaux du régime particulier des petits exploitants

### 1. Concernant les prestations de l'assurance maladie

Les petits exploitants ayant un revenu non stable concernés par les dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019 bénéficient pour une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'année du dépôt de la déclaration d'existence, des prestations de l'assurance maladie au titre de la filière publique de soins prévues par la législation en vigueur, et ce, en contrepartie du paiement des cotisations dues à ce titre tel que sus précisé.

La caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) procède à l'attribution des numéros d'affiliation aux personnes concernées et la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) délivre aux concernés, après vérification à travers une application informatique (WEB SERVICE) élaborée à cet effet du paiement de la tranche de la cotisation exigible au titre du trimestre du dépôt de la déclaration d'existence, les cartes de soins au titre de la filière publique, valables pour le trimestre en question.

Lesdites cartes sont renouvelées après vérification du paiement par les concernés de toutes les tranches de cotisation exigibles à compter de la date du dépôt de la déclaration d'existence jusqu' à la date du renouvellement de la carte de soins, et ce, par le biais de l'application informatique (WEB SERVICE) susmentionnée.

### 2. Concernant les autres prestations

Les petits exploitants ayant un revenu non stable concernés par les dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019 bénéficient au cours de la période de 3 ans prévue par ledit article du report du paiement des cotisations dues au titre des autres prestations de la sécurité sociale prévues par le régime de la sécurité sociale des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole.

La régularisation de leurs situations au titre de ladite période et le paiement des cotisations dues sans application des pénalités de retard à ce titre ont lieu après l'expiration de la période de 3 ans dudit régime, et ce, selon un échéancier de recouvrement à tranches égales sur une période ne dépassant pas 36 mois.

Il reste entendu qu' à l'expiration de la période de 3 ans du report du paiement des cotisations au titre des autres prestations dues par les personnes concernées

sans la conclusion d'un échéancier de paiement à ce titre, ou à défaut du paiement des tranches mensuelles dans les délais, le droit de bénéfice des prestations de l'assurance maladie est suspendu, même en cas de paiement de toutes les tranches trimestrielles pour cette période.

## VII. Délais de paiement et de transfert de la contribution

### 1. Délais de paiement de la contribution

La contribution annuelle susmentionnée est payée chaque trimestre en tranches égales, et ce, par voie de déclaration spécifique déposée auprès de la recette des finances territorialement compétente selon un modèle établi par l'administration (annexe 3).

Ainsi, la date limite du paiement de chaque tranche est fixée comme suit :

- 31 mars de chaque année pour la première tranche,

- 30 juin de chaque année pour la deuxième tranche,

- 30 septembre de chaque année pour la troisième tranche,

- 31 décembre de chaque année pour la quatrième tranche.

Il reste entendu que les personnes qui déposent la déclaration d'existence au cours d'une année déterminée, sont tenues de payer la tranche exigible au titre du trimestre au cours duquel le dépôt de ladite déclaration d'existence a eu lieu et au titre des trimestres suivants, et ce, jusqu'à l'expiration de la période de trois ans à compter du 1er janvier de l'année du dépôt de ladite déclaration.

A défaut de paiement d'une tranche de ladite contribution au cours d'un trimestre déterminé, les pénalités de retard exigibles selon les taux prévus par la législation en vigueur sont applicables à partir du premier jour du trimestre suivant.

### 2. Délais et modalités de transfert des documents et des cotisations sociales

L'interlocuteur unique transmet une copie de la déclaration d'existence relative au régime des petits exploitants ainsi que des documents l'accompagnant à la caisse nationale de sécurité sociale dans un délai ne dépassant pas 3 jours du dépôt de ladite déclaration par les concernés.

Les services compétents du ministère des finances transfèrent les cotisations sociales payées par les concernés au cours de chaque trimestre, et ce, dans un délai ne dépassant pas les quinze premiers jours du trimestre suivant à la caisse nationale de sécurité sociale, qui procède à son tour au transfert desdites cotisations à la caisse nationale d'assurance maladie dans un délai de 5 jours à compter de la date du transfert desdites cotisations à son profit.

De même, les services compétents du ministère des finances transmettent à la caisse nationale de sécurité sociale dans le délai fixé à 15 jours susvisé un état comportant notamment l'identité des personnes ayant payé lesdites cotisations au cours du trimestre concerné et les montants payés.

## VIII. Date d'application des dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019

Les dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019 s'appliquent aux personnes concernées par le régime prévu par ledit article qui déposent spontanément la déclaration d'existence relative au régime en question à partir du 1er janvier 2019 et au cours des années ultérieures.

**LE DIRECTEUR GENERAL DES ETUDES ET DE LA LEGISLATION FISCALES**

**Signé : Sihem BOUGHDIRI NEMSIA**



**ANNEXE N°1 à la Note commune N°1/ 2020**

**Décret gouvernemental n° 2020-19 du 9 janvier 2020, fixant les modalités et les procédures d'encouragement des personnes ayant un revenu non stable à l'adhésion au système fiscal et au système de la sécurité sociale et la modalité et les délais de transfert des cotisations sociales à la caisse nationale de sécurité sociale.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 60-30 du 14 décembre 1960, relative à l'organisation des régimes de sécurité sociale, et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 2007-51 du 23 juillet 2007,

Vu le code du travail promulgué par la loi n° 66-27 du 30 avril 1966, tel que modifié et complété par les textes subséquents notamment le décret-loi n° 2011¬-51 du 6 juin 2011,

Vu le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents,

Vu la loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 95-103 du 27 novembre 1995,

Vu le code des droits et procédures fiscaux promulgué par la loi n° 2000-82 du 9 août 2000, tel que modifié et complété par les textes subséquents,

Vu la loi n° 2004-71 du 2 août 2004, relative à l'institution d'un régime d'assurance maladie,

Vu la loi n° 2005-15 du 16 février 2005, relative à l'organisation du secteur des métiers,

Vu la loi n° 2009-69 du 12 août 2009, relative au commerce de distribution,

Vu la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019 et notamment son article 42,

Vu le décret n° 95-1166 du 3 juillet 1995, relatif à la sécurité sociale des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété et notamment le décret n° 2008-172 du 22 janvier 2008,

Vu le décret n° 96-269 du 14 février 1996, portant organisation du ministère des affaires sociales, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété et notamment le décret n° 2012-634 du 8 juin 2012,

Vu le décret n° 2000-2475 du 31 octobre 2000, relatif à la formalité unique pour la création des projets individuels, tel que modifié par le décret n° 2006-359 du 3 février 2006,

Vu le décret n° 2005-2978 du 8 novembre 2005, fixant les attributions du ministère des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger, tel que modifié par le décret n° 2012-634 du 8 juin 2012,

Vu le décret n° 2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie,

Vu le décret n° 2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-567 du 2 mai 2016, fixant les procédures et les modalités d'examen des demandes de remise gracieuse des pénalités de retard exigées au titre des régimes de sécurité sociale,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2018-125 du 14 novembre 2018, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du Tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit:

**Article premier:** Les dispositions de l'article 42 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018 susvisée relatives à l'encouragement des personnes ayant un revenu non stable à l'adhésion au système fiscal et au système de la sécurité sociale, s'appliquent aux petits exploitants ayant un revenu non stable exerçant les activités des petits métiers et de l'artisanat et les commerçants ambulants, n'ayant pas de locaux destinés à l'exercice de leur activité, qui exercent leur activité au 1er janvier 2019 sans le dépôt de la déclaration d'existence prévue à l'article 56 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et qui déposent spontanément, à compter du 1er janvier 2019, la déclaration d'existence auprès des services compétents.

**Art. 2:** Les dispositions de l'article 42 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, susvisée s'appliquent aux :

- petits exploitants ayant un revenu non stable exerçant les activités des petits métiers et de l'artisanat au sens de la loi n° 2005-15 du 16 février 2005, relative à l'organisation du secteur des métiers et n'ayant pas de locaux destinés à l'exercice de leur activité,

- commerçants ambulants exerçant leur activité dans le cadre de la loi n° 2009¬-69 du 12 août 2009, relative au commerce de distribution ainsi que les autres commerçants ambulants et n'ayant pas de locaux destinés à l'exercice de leur activité.

**Art. 3:** Les personnes mentionnées à l'article 2 du présent décret gouvernemental sont tenues de déposer spontanément à compter du 1er janvier 2019 une déclaration d'existence selon un modèle établi par l'administration, accompagnée des documents nécessaires à cet effet, auprès de l'interlocuteur unique à la recette des finances dont elles relèvent, et ce, pour bénéficier des dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019.

L'interlocuteur unique transmet une copie de ladite déclaration d'existence ainsi que des documents l'accompagnant à la caisse nationale de sécurité sociale dans un délai ne dépassant pas 3 jours.

**Art. 4:** Les personnes concernées par le présent décret gouvernemental sont soumises, pendant une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'année du dépôt de la déclaration d'existence, au paiement d'une seule contribution qui comprend l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales obligatoires dues au titre de leur affiliation au régime des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole.

Ladite contribution est payée par tranches égales chaque trimestre auprès de la recette des finances territorialement compétente.

**Art. 5:** La contribution annuelle mentionnée à l'article 4 du présent décret gouvernemental comprend :

- l'impôt sur le revenu dû égal à 200 dinars pour les personnes exerçant dans les zones communales conformément aux limites territoriales des communes en vigueur avant le 1er janvier 2015 ou 100 dinars pour les personnes exerçant dans les autres zones. L'impôt ainsi payé est libératoire de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la valeur ajoutée et il comprend la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel,

- les cotisations au titre des prestations de l'assurance maladie calculées sur la base d'un taux de 6.75% du salaire minimum interprofessionnel garanti régime de 48 heures par semaine, soit l'équivalent de 2400 heures par année, dues au titre de l'affiliation au régime des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole conformément à la première tranche dudit régime. La caisse nationale de sécurité sociale communique d'une manière périodique les montants des cotisations dues aux services du ministère des finances.

**Art. 6:** Les personnes concernées par le présent décret gouvernemental bénéficient pendant une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'année du dépôt de la déclaration d'existence, des prestations de l'assurance maladie au titre de la filière publique de soins prévues par la législation en vigueur en contrepartie du paiement des cotisations dues à ce titre.

Les mêmes personnes susvisées au paragraphe premier du présent article bénéficient également pendant ladite période de trois ans du report du paiement des cotisations dues au titre des autres prestations de la sécurité sociale prévues par le régime de la sécurité sociale des travailleurs non¬ salariés dans les secteurs agricole et non agricole. La régularisation de leurs situations au titre de ladite période et le paiement des cotisations dues au titre de cette période ont lieu selon un échéancier de paiement à tranches égales sur une période de 36 mois, et ce, sans que les pénalités de retard soient exigibles.

A l'expiration de la période de 3 ans du report du paiement des cotisations au titre des autres prestations dues par les personnes concernées sans la conclusion d'un échéancier de paiement à ce titre ou à défaut du paiement

des tranches mensuelles dans les délais, le droit de bénéfice des prestations de l'assurance maladie est suspendu, même en cas de paiement des tranches trimestrielles ultérieures à cette période.

**Art. 7:** La contribution mentionnée à l'article 4 du présent décret gouvernemental est payée par les personnes concernées par tranches égales chaque trimestre par voie de déclaration déposée à la recette des finances territorialement compétente selon un modèle établi par l'administration.

A défaut de paiement de ladite contribution pendant le trimestre concerné, les pénalités de retard exigibles selon les taux prévus par la législation en vigueur sont applicables à compter du premier jour du trimestre suivant.

**Art. 8:** Les services compétents du ministère des finances transfèrent les cotisations sociales payées par les concernés au cours de chaque trimestre dans un délai ne dépassant pas les quinze premiers jours du trimestre suivant à la caisse nationale de sécurité sociale qui elle-même transfère lesdites cotisations à la caisse nationale d'assurance maladie dans un délai de 5 jours à compter de la date du transfert desdites cotisations à son profit.

Les services compétents du ministère des finances transmettent aussi à la caisse nationale de sécurité sociale dans le même délai susvisé un état comportant notamment l'identité des personnes ayant payé lesdites contributions au cours du trimestre concerné et les montants payés.

**Art. 9:** La caisse nationale de sécurité sociale procède, dès la réception de la liste des personnes ayant payé les cotisations dues envoyée par les services compétents du ministère des finances, à l'attribution des numéros d'affiliation aux personnes concernées. A cet effet, la caisse nationale d'assurance maladie délivre aux concernés les cartes de soins de la filière publique valables pour chaque trimestre après vérification du paiement de la cotisation exigible par les concernés. Les dites cartes sont renouvelées après vérification du paiement par les concernés de toutes les tranches de cotisation exigibles à compter de la date du dépôt de la déclaration d'existence jusqu'à la date du renouvellement de la carte de soins.

**Art. 10:** Les cotisations sociales payées par les concernés en principal et en pénalités sont affectées dans une rubrique comptable spéciale auprès du receveur des finances compétent.

**Art. 11:** Les personnes en activité ayant obtenu des matricules fiscaux avant le 1er janvier 2019 et qui ont cessé leur activité pour quelque motif

que ce soit, ne peuvent pas bénéficier des dispositions de l'article 42 de la loi de finances pour l'année 2019.

**Art. 12:** Le ministre des finances et le ministre des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 janvier 2020.

Pour Contreseing

Le ministre des finances
Mouhamed Ridha Chalghoum

Le ministre des affaires sociales
Mohamed Trabelsi

Le Chef du Gouvernement

Youssef Chahed

**الجمهورية التونسية**

**وزارة المالية**

قباضة المالية بـ:.....

**خاص بالمخاطب الوحيد**

**رقم الإيداع**

**تاريخ الإيداع**

# الملحق عدد 2 للمذكرة العامة عدد 1 لسنة 2020

## التصريح في الوجود المتعلق بنظام صغار المستغلين

(الفصل 42 من قانون المالية لسنة 2019 ) [1]

| ضع علامة X في القسيمة المناسبة | أوّلي | تحيين |
|---|---|---|
| | | |

| رمز المصلحة[2] | رقم الانخراط في الضمان الاجتماعي | المعرف الجبائي | رقم بطاقة التعريف الوطنية أو رقم بطاقة الإقامة للأجانب | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | الرمز (3) | الرقم | تاريخ الإصدار |
| | | | | | |

الاسم ..... اللقب.....اسم الأب :.....

اسم الجد:.....اسم الأم:.....لقب الأم :.....

الحالة المدنية : أعزب (عزباء) ☐ متزوج (ة) ☐ مطلّق (ة) ☐ أرمل (ة) ☐

تاريخ الولادة اليوم ☐☐ الشهر ☐☐ السنة ☐☐☐☐ الجنسية..... مكانها.....

الجنس [4] ذكر ☐ أنثى ☐ رقم الهاتف [5].....رقم الفاكس[5].....البريد الإلكتروني .....

عنوان النشاط : النهج.....العدد ☐☐☐ الترقيم البريدي ☐☐☐☐

المدينة .....الولاية.....المعتمدية ..... الرمز [2] ☐☐☐☐

النشاط .....

رمز النشاط [2] ☐☐☐☐ بداية من اليوم ☐☐ الشهر ☐☐ السنة ☐☐☐☐

العنوان الشخصي : النهج..... العدد ☐☐☐ الترقيم البريدي ☐☐☐☐

المدينة .....الولاية.....المعتمدية..... الرمز [2] ☐☐☐☐

إني الممضي أسفله أصرّح بصحة البيانات التي تضمنها هذا التصريح وألتزم بأن أعلم مصالح الجباية بكل تغيير يطرأ على هذه البيانات كما ألتزم بمقتضى هذا بالسماح لأعوان الجباية بممارسة حق المراقبة بمقر سكني إن كنت أتعاطى فيه النشاط موضوع هذا التصريح .

.....في .....

الإمضـــاء

**الوثائق المصاحبة** [6]

.....

.....

.....

**خاص بالمخاطب الوحيد**

المعرف الجبائي : رقم ☐☐☐☐☐☐☐☐☐

رقم الانخراط في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي :.....

1. يودع التصريح بالوجود لدى المخاطب الوحيد بقباضة المالية مرجع النظر من قبل :
   - صغار المستغلين من ذوي الدخل غير القار الذين يمارسون أنشطة الحرف الصغرى والصناعات التقليدية والذين ليست لهم مقرات مخصصة لممارسة نشاطهم،
   - التجار المتجولين سواء كانوا يمارسون نشاطهم في إطار القانون المتعلق بتجارة التوزيع أو غيرهم من التجار المتجولين والذين ليست لهم مقرات مخصصة لممارسة نشاطهم.
2. قسيمة تتولى تعميرها الإدارة
3. الرمـــز : 2– بطاقة التعريف الوطنية بالنسبة إلى الأشخاص الطبيعيين من ذوي الجنسيّة التّونسيّة. 3- بطاقة الإقامة للأجانب
4. ضع علامة "x" في القسيمة المناسبة.
5. الرقم بالبلاد التونسية.
6. ارفق التصريح بنسخة من : - بطاقة التعريف الوطنية ومضمون ولادة و شهادة سكنى أو اي وثيقة أخرى تتعلق بالنشاط. - بطاقة تعريف الوطنية للقرين بالنسبة للعامل المتزوّج
   - نسخة من بطاقة معوق أو شهادة طبيّة لكل ابن معوق أو مصاب بعجز أو بداء عضال يفوق عمره 20سنة ونسخة من التصريح الوحيد بالدّخل بعنوان آخر سنة جبائيّة لكلّ بنت لم تجب نفقتها على زوجها يفوق عمرها 20 سنة
   - نسخة من بطاقة التعريف الوطنيّة للأب أو / و الأم في الكفالة ونسخة من التصريح الوحيد بالدّخل بعنوان آخر سنة جبائيّة لكلّ من الوالدين في الكفالة.

- يخضع صغار المستغلين من ذوي الدخل غير القار الذين يمارسون أنشطة الحرف الصغرى والصناعات التقليدية والتجار المتجولين والذين ليست لهم مقرات مخصصة لممارسة نشاطهم والذين يتعاطون نشاطهم في أول جانفي 2019 دون إيداع التصريح في الوجود والذين يقومون ابتداء من أول جانفي 2019 بصفة تلقائية بإيداع هذا التصريح لدى المخاطب الوحيد بقباضة المالية التي يرجعون لها بالنظر، لمدة ثلاث سنوات ابتداء من أول جانفي من سنة إيداع نفس التصريح ، **لدفع مساهمة واحدة تشمل الضريبة على الدخل والمساهمات الاجتماعية الاجبارية المستوجبة بعنوان انخراطهم بنظام العملة غير الأجراء في القطاعين الفلاحي وغير الفلاحي** (لفصل 42 من قانون المالية لسنة 2019 المتعلق بتشجيع أصحاب الدخل غير القار على الانخراط في المنظومة الجبائية وفي منظومة الضمان الاجتماعي) .
- **تدفع المساهمة المذكورة على أقساط متساوية كل ثلاثية لدى قباضة المالية المختصة ترابيا.**

- تتضمن هذه المساهمة:
  - الضريبة على الدخل المستوجبة والتي تساوي 200 دينار بالنسبة إلى الأشخاص الناشطين داخل المناطق البلدية طبقا للحدود الترابية للبلديات الجاري بها العمل قبل أول جانفي 2015، أو 100 دينار بالنسبة إلى الأشخاص الناشطين بالمناطق الأخرى وتكون هذه الضريبة تحريرية من الضريبة على الدخل ومن الأداء على القيمة المضافة وتتضمن المعلوم على المؤسسات ذات الصبغة الصناعية أو التجارية أو المهنية؛
  - اشتراكات التأمين على المرض المحتسبة على أساس نسبة 6.75% من الأجر الأدنى المهني المضمون نظام 48 ساعة في الأسبوع إي ما يعادل 2400 ساعة عمل في السنة المستوجبة بعنوان الانخراط بنظام العملة غير الأجراء في القطاعين الفلاحي وغير الفلاحي طبقا للشريحة الأولى من النظام المذكور.

- **ينتفع الأشخاص المذكورين لمدة ثلاثة سنوات ابتداء من أول جانفي من سنة إيداع التصريح في الوجود بمنافع التأمين على المرض بعنوان المنظومة العلاجية العمومية.**
- **في صورة عدم دفع المساهمة المذكورة خلال الثلاثية المعنية، تطبق خطايا تأخير ابتداء من اليوم الأول من الثلاثية الموالية.**
- يتولى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي إسناد أرقام انخراط لفائدة المعنيين بالأمر كما يتولى الصندوق الوطني للتأمين على المرض تسليمهم بطاقات العلاج بعنوان المنظومة العلاجية العمومية تكون صالحة لكل ثلاثية بعد التثبت من خلاصهم للمساهمة المستوجبة.
- يتم تجديد بطاقات العلاج المذكورة بعد التثبت من خلاص المعنيين بالأمر لكل أقساط المساهمة المستوجبة ابتداء من تاريخ إيداع التصريح في الوجود إلى غاية تاريخ تجديد بطاقة العلاج.

الجمهورية التونسية
وزارة المالية
الإدارة العامة للأداءات

# الملحق عدد 3 للمذكرة العامة عدد 1 لسنة 2020
# تصريح ثلاثي متعلق بنظام صغار المستغلين
# (الفصل 42 من قانون المالية لسنة 2019) (1)

رمز التصريح (2) ☐ السنة ☐☐☐☐ الثلاثية (3) ☐

| رمز الصنف | المعرف الجبائي |
|---|---|
| | ☐☐☐☐☐☐☐☐ |

الاسم واللقب : .....

النشاط: .....

العنوان الشخصي: ..... الترقيم البريدي ☐☐☐☐

شخص ناشط خارج المناطق البلدية (4) (5) نعم ☐ لا ☐

الجماعة المحلية: ..... الرمز ☐☐☐

الحالة (6) (5) : توقيف نشاط ☐ وفاة ☐ التاريخ اليوم ☐☐ الشهر ☐☐ السنة ☐☐☐☐

## I - احتساب المساهمة المستوجبة

(بالدينار)

| خاص بالإدارة | | | | |
|---|---|---|---|---|
| المبالغ المدفوعة | المبالغ المستوجبة | الطرح (7) | خطايا التأخير (8) | المجموع |
| - الضريبة على الدخل (9) | ..... | ..... | ..... | ..... |
| - المساهمة الاجتماعية الاجبارية (10) | ..... | ..... | ..... | ..... |
| المجمـــــــوع | ..... | ..... | ..... | ..... |

(1) يخضع صغار المستغلين من ذوي الدخل غير القار الذين يمارسون أنشطة الحرف الصغرى والصناعات التقليدية والتجار المتجولين والذين ليست لهم مقرات مخصصة لممارسة نشاطهم لمدة ثلاث سنوات ابتداء من غرة جانفي من سنة إيداع التصريح في الوجود، لدفع مساهمة لدى القباضة المالية المختصة ترابيا تدفع كل ثلاثية على أقساط متساوية وتشمل الضريبة على الدخل والمساهمات الاجتماعية الإجبارية.

(2) 0 : تلقائي- 1 : تسوية - 2: تصحيح - 3 :توظيف إجباري - 4 :توقيف نشاط .

(3) يحدد الأجل الأقصى لإيداع التصريح الثلاثي ودفع كل قسط كما يلي:
- 31 مارس من كل سنة بالنسبة إلى القسط الأول،
- 30 جوان من كل سنة بالنسبة إلى القسط الثاني،
- 30 سبتمبر من كل سنة بالنسبة إلى القسط الثالث،
- 31 ديسمبر من كل سنة بالنسبة إلى القسط الرابع،

(4) المناطق البلدية طبقا للحدود الترابية للبلديات الجاري بها العمل قبل غرة جانفي 2015.

(5) ضع علامة "X " في القسيمة المناسبة.

(6) بالنسبة إلى حالات التوقف عن النشاط.

(7) بالنسبة إلى التصاريح التصحيحية.

(8) تطبق خطايا التأخير المستوجبة طبقا للنسب المنصوص عليها بالتشريع الجاري به العمل ابتداء من اليوم الأول من الثلاثية الموالية .

(9) 200 دينار سنويا بالنسبة إلى الأشخاص الناشطين داخل المناطق البلدية طبقا للحدود الترابية للبلديات الجاري بها العمل قبل غرة جانفي 2015، أو 100 دينار سنويا بالنسبة إلى الأشخاص الناشطين بالمناطق الأخرى بعنوان الضريبة على الدخل وتكون هذه الضريبة تحررية من الضريبة على الدخل ومن الأداء على القيمة المضافة وتتضمن المعلوم على المؤسسات ذات الصيغة الصناعية أو التجارية أو المهنية.

(10) اشتراكات التأمين على المرض المحتسبة على أساس نسبة 6.75% من الأجر الأدنى المهني المضمون نظام 48 ساعة في الأسبوع أي ما يعادل 2400 ساعة عمل في السنة المستوجبة بعنوان الانخراط بنظام العملة غير الأجراء في القطاعين الفلاحي وغير الفلاحي طبقا للشريحة الأولى من النظام المذكور.

## أرقام الحسابات البنكية والبريدية (1)

| المؤسسة المفتوح لديها الحساب | رقم الحساب | تاريخ فتح الحساب |
|---|---|---|
| ..... | ..... | ..... |
| ..... | ..... | ..... |

## كشف في عناصر مستوى العيش (2)

الاسم واللقب (3): ..... الصفة (4): المعني بالتصريح ☐ شخص في الكفالة ☐

### الإقامة

| | محل الإقامة الأصلي(4) | محل الإقامة الثانوي (بما في ذلك الموجودة خارج البلاد التونسية) (4) |
|---|---|---|
| مالك | ☐ | ☐ |
| متسوغ | ☐ | ☐ |
| بصفة مجانية | ☐ | ☐ |

### السيارات المعدة لنقل الأشخاص

| النوع | العمر | القوة الجبائية |
|---|---|---|
| - ..... | ..... | ..... |
| - ..... | ..... | ..... |

**خاص بالإدارة**

القباضة المالية بـ ..... رمز القباضة ☐☐☐ رمز الدفع (5) ☐

رقم الوصل ☐☐☐☐☐☐☐☐

تاريخ الوصل ☐☐ ☐☐ ☐☐☐☐

اليوم الشهر السنة

طابع القبـاضة

إني الممضي أسفله أشهد بصحة البيانات التي تضمنها هذا التصريح.

..... في .....

الإمضـــاء والختم

.....

(1) أرفق التصريح بالوثائق التي تبين أرقام الحسابات المفتوحة لدى البنوك ولدى الديوان الوطني للبريد إن وجدت.
(2) بما في ذلك العناصر التي تهم الأشخاص الذين هم في الكفالة والذين لا يصرحون بدخل شخصي. وفي هذه الحالة إفراد كل شخص في الكفالة بكشف.
(3) اسم ولقب الشخص المعني بإيداع التصريح بالضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين أو الشخص في الكفالة.
(4) ضع علامة (X) في القسيمة المناسبة.
(5) ضع :1 - في صورة الدفع الكلي 2 - في صورة الدفع المؤجل.